

**CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.**

**A R R E T**

n° 232.554 du 14 octobre 2015

A. 217.051/Vbis-173

En cause :           1. **HAAS** Thomas,  
                          2. **la Société privée à responsabilité limitée IMMO HAAS**,  
                          ayant tous deux élu domicile chez  
                          Me Edgar DUYSER, avocat,  
                          Vervierser Strasse 10  
                          4700 Eupen,

contre :

**le Commissaire d'arrondissement  
de Verviers Albert STASSEN.**

Partie intervenante :

**la Région wallonne**,  
représentée par son Gouvernement,  
ayant élu domicile chez  
Me Xavier DRION, avocat,  
rue Hullos 103 - 105  
4000 Liège.

---

**LE PRESIDENT F.F. DE LA CHAMBRE Vbis DES REFERES,**

Vu la requête unique introduite le 24 septembre 2015 par Thomas HAAS et la société privée à responsabilité limitée (S.P.R.L.) IMMO HAAS en ce qu'ils demandent la suspension selon la procédure ordinaire et la suspension selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de l'ordonnance de police administrative du commissaire d'arrondissement de Verviers, également commissaire d'arrondissement adjoint d'Eupen - Malmédy - Saint-Vith, du 18 septembre 2015 leur ordonnant d'enlever, pour le 25 septembre 2015 au plus tard, les entraves au passage qu'ils ont installées sur le chemin Lanzerath-Tippert, parcelles cadastrées n<sup>os</sup> 182b et 181a, à Bullange;

Vu l'ordonnance du 24 septembre 2015, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître le 28 septembre 2015 à 11 heures;

Entendu, en son rapport, M<sup>me</sup> VOGEL, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me Edgar DUYSER, avocat, comparaissant pour les parties requérantes, M. Albert STASSEN, partie adverse, et Me Gabriele WEISGERBER, loco Me Xavier DRION, avocat, comparaissant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis contraire, M. WIMMER, premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen de la cause peuvent être résumés comme suit :

Les requérants sont propriétaires de deux parcelles agricoles sises à Bullange, Lanzerath-Manderfeld, section T, n<sup>os</sup> 181a et 182b. Ces parcelles sont traversées par un chemin rural qui, selon les requérants, est un chemin privé. Plusieurs habitants de la commune soutiennent au contraire que ce chemin est grevé d'une servitude publique de passage en raison de l'usage qu'en aurait fait librement le public pendant plus de trente ans.

En 2012, les requérants placent sur la parcelle n<sup>o</sup> 182b un important tas de bois fait de souches d'arbres, rendant impossible le passage des cavaliers, cyclistes et tracteurs sur ledit chemin mais permettant encore le passage des piétons. L'année suivante, ils installent une barrière sur la même parcelle.

Le 13 mai 2013, le commissaire d'arrondissement de Verviers, également commissaire d'arrondissement adjoint d'Eupen - Malmédy - Saint-Vith (ci-après : le commissaire d'arrondissement) adopte une première ordonnance de police administrative, dans laquelle il conclut à l'illégalité des obstacles placés sur le chemin par les requérants et décide qu'il y a lieu de procéder à leur enlèvement.

Le 8 octobre 2013, une visite des lieux est effectuée en présence du commissaire d'arrondissement, du premier requérant, d'autres membres de la famille HAAS, de plusieurs habitants de la commune, de deux policiers et d'un huissier de justice. Ce dernier établit un procès-verbal dont il ressort que certains habitants de la

commune soutiennent qu'il existe, sur le chemin litigieux, une servitude publique de passage, tandis que les membres de la famille HAAS font état à cet égard d'une simple tolérance.

Au mois de mai 2015, l'administration wallonne des Forêts (D.N.F.) installe une barrière à l'extrémité d'un chemin forestier, sur une parcelle cadastrée n° 15b appartenant à la Région wallonne. Ce chemin forestier prolonge, en direction de la forêt, le chemin traversant les parcelles des requérants. L'administration place sur ce chemin forestier un panneau de signalisation indiquant que celui-ci n'est accessible qu'aux piétons.

Le 2 juillet 2015, le commissaire d'arrondissement adopte une deuxième ordonnance de police administrative dans laquelle il constate l'existence d'un droit de passage public trentenaire sur le chemin forestier, ordonne l'enlèvement de la barrière et exige le placement d'un panneau de signalisation autorisant l'accès du chemin aux piétons, cavaliers, vélos et tracteurs.

Les actuels requérants introduisent un recours en annulation contre cette ordonnance du 2 juillet 2015 (affaire référencée A.216.726/Vbis-172).

En juillet 2015, le commissaire d'arrondissement fait enlever la barrière placée par le D.N.F. La barrière placée sur la propriété des requérants est également enlevée. Il ne ressort pas du dossier si elle a été enlevée par les requérants ou par le commissaire d'arrondissement.

Selon les constatations effectuées par le commissaire d'arrondissement, des blocs de béton sont installés le 11 juillet 2015 sur la parcelle n° 181a pour empêcher le passage sur le chemin traversant la propriété des requérants en direction du bois avoisinant. Une barrière a également été réinstallée par les requérants.

Le 27 juillet 2015, le premier requérant ainsi que Joseph HAAS déposent plainte auprès du procureur du Roi d'Eupen contre le commissaire d'arrondissement pour destruction volontaire de leur propriété. Le même jour, Joseph HAAS porte également plainte contre le commissaire d'arrondissement pour insulte et calomnie.

Par une décision du 26 août 2015, le conseil communal de Bullange "annule" l'ordonnance du commissaire d'arrondissement du 2 juillet 2015 sous réserve d'approbation par le ministre compétent.

Le 18 septembre 2015, le commissaire d'arrondissement adopte une troisième ordonnance de police administrative, qui est rédigée comme suit :

" VERWALTUNGSPOLIZEILICHE VERFÜGUNG  
DES BEZIRKSKOMMISSARS

Aufgrund Art. 139 des Provinzialgesetzes vom 30.4.1836,

Aufgrund Art.1 und 2 des am 5.6.1934 und 14.6.1963 abgeänderten Gesetzes vom 6.3.1818 über die im Rahmen von Art. 139 des Provinzialgesetzes erlassenen Polizeiverfügungen des Bezirkskommissars,

In der Erwägung, dass die Bezirkskommissare gemäß Artikel 133 des Provinzialgesetzes insbesondere damit beauftragt sind, für die Wahrung der Gesetze und Verordnungen in Bezug auf die allgemeine Verwaltung zu sorgen,

In der Erwägung, dass es sich hierbei um eine Pflichtaufgabe handelt,

Aufgrund Art. 4 des durch Artikel 151 und 155 des Gesetzes vom 7.12.1998 abgeänderten Gesetzes vom 5.8.1992 über das Polizeiamt, in denen der Bezirkskommissar als Amtsträger der Verwaltungspolizei benannt wird,

In Anbetracht der Art. 60 und 61 des Dekretes vom 06.02.2014 über die Gemeindewege bzgl. der Wegepolizei und der Kompetenzen des Bezirkskommissars,

In Anbetracht der Art. 88.8 und 88.9 des Feldgesetzbuches,

In Anbetracht der Art. 406 und 407 des Strafgesetzbuches,

In Anbetracht des Art. 156 des Wallonischen Raumordnungsgesetzbuches, der den Bezirkskommissar als beauftragten Beamten für die Polizei der Wege bezeichnet,

In Anbetracht des Art.1, 15.7, 16.1, 16.2, 17, 22 und 32.1, der allgemeinen verwaltungspolizeilichen Verordnung der Gemeinde BÜLLINGEN,

In der Erwägung, dass beim Besuch des Bezirkskommissars vor Ort, am 25. April 2013 und 4. Oktober 2013 sowie 2 Mal in Juli 2015 festgestellt wurde, dass :

- a) in der Ortschaft Lanzerath (Manderfeld), Gemeinde BÜLLINGEN, Gemarkung 8 Manderfeld, Flur T, N° 181a und 182b «Tippert», eine Sperrung des Feldweges gelegen auf der Parzelle 182 b (Eigentum IMMO-HAAS), sowie aufgeschüttete Erde und Bepflanzungen durch IMMO-HAAS und Herrn Thomas HAAS (Eigentümer der Parzelle 181a) im Laufe 2012 angebracht wurden. Diese Sperrung ist mit einem hohen Haufen Holz (Baumstümpfe) aufgebaut worden. Die Möglichkeit, sie zu umgehen, ist zwar für Fußgänger denkbar, aber sehr schwierig für Reiter, Mountainbiker oder unmöglich für Traktoren. Auf der Parzelle 181a wurden am 11.7.2015 rund 19.30 Uhr Beton Elemente gebracht um den Durchgang in Richtung Wald zu sperren. (Ein Zaun wurde schon 2013 durch den Weg auf 2 Plätze in der Parzelle 182b gebracht);
- b) dieser Feldweg seit über 30 Jahren als öffentlicher Weg von u.a. Lanzerather Einwohnern beschrieben wird , auch wenn er nicht als Eigentum der Gemeinde auf dem Katasterplan eingetragen ist. Mehrere Einwohner aus Lanzerath und Umgebung melden, dass sie diesen Weg seit über 30 Jahren im Rahmen der Bedingungen des Kassationsurteils vom 20.5.1983 zu Fuß, mit dem Mountainbike, Pferden oder Traktoren immer wieder genutzt haben;
- c) dieser Feldweg dadurch als gesetzliches Wegebenutzungsrecht für die Bevölkerung von den Einwohnern angesehen ist und in diesem Rahmen unter der Bezeichnung fällt:

- die im Artikel 1 der allgemeinen verwaltungspolizeilichen Verordnung der Gemeinde BÜLLINGEN (2007), steht:
  - « öffentliche Straße: Der Teil des Gemeindegebietes, der zum öffentlichen Eigentum gehört, ungeachtet des Eigentümers (...) und der hauptsächlich für die Personen (...) bestimmt ist und allen zugänglich ist innerhalb der in den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Verordnungen und Raumordnungs-, Fluchtlinien- und Erschließungsplänen vorgesehenen Grenze»;
- sowie des Art. 2,1<sup>o</sup> des Dekretes vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegnetz :
  - « Kommunalen Verkehrsweg: Ein dem Verkehr der Öffentlichkeit vorbehaltener Landverkehrsweg, ungeachtet des Eigentums seiner Grundfläche, einschließlich seiner Nebenanlagen, die zu seiner Erhaltung notwendig sind, dessen Verwaltung der Gemeindebehörde obliegt».
- Und des Art. 28 dieses Dekretes:
  - « Wenn die Grundfläche ein Privateigentum ist, hat die öffentliche Benutzung nach Ablauf einer der in Art. 27 erwähnten Fristen (30 Jahre) die Bildung eines öffentlichen Wegebenutzungsrechts zur Folge»;

d) auf dem Plan des Landmessers und Gutachters Guido FAYMONVILLE (FRLG Nr. GEO/09/1121) vom 4.4.2011 dieser Feldweg klar in den Parzellen 182b und 181a mit der Benennung «Weg» (braune Farbe) eingezeichnet steht. Dieser Landmesser und Gutachter wurde von Herrn Thomas HAAS, Lanzerath 15 a damit beauftragt;

e) eine Markierung ebenfalls auf den IGN Karten zu sehen ist, als die Parzelle HAAS Thomas (181a) und IMMO-HAAS (182b) noch als Wald eingezeichnet waren, was sie bis 2011 auch tatsächlich gewesen sind. Auf den IGN-Dokumenten 1925, 1939, 1957, 1969, 1974, 1976, 1981, 1989, und heute haben alle Wege genau die Trasse, die auf dem Plan des Landmessers und Gutachters FAYMONVILLE von 2011 eingetragen sind und der Weg auf den Parzellen 181a und 181b ist deutlich die alte Verbindung Lanzerath-Holzheim. Auf der heutigen NGI Karte ist der Weg mit einer Steingrundlage eingezeichnet;

f) Auf dem Katasterplan der hier bestrittene Feldweg nicht eingetragen ist, da er ursprünglich von den betroffenen Eigentümern erst als Nutzungsrecht gebaut wurde und seit vor dem 2. Weltkrieg schon von der ganzen Bevölkerung als gesetzliches Wegebenutzungsrecht seitdem benutzt wurde. In jedem Fall ist der Katasterplan im Rahmen einer gesetzlichen Wegebenutzungsrechtsbetrachtung unerheblich;

g) Die Gemeinde Manderfeld auf diesem Weg (vor 1977) hier und da eine Steingrundlage angebracht [hat]. Die Gemeinde BÜLLINGEN (nach 1977) hat auch solche Arbeiten auf diesem Weg durchgeführt (laut Erklärungen des ehemaligen Bauschöffen bei der Anhörung vom 4.9.2013 im Bezirkskommissariat Malmedy). Die Steingrundlage kam aus der Gemeindegube sowie teilweise aus der Grube Mürringen. Die letzten Arbeiten dieser Art (mit altem Teer) wurden vor einigen Jahren ausgeführt und sind noch sichtbar. Niemand anders als die Gemeinde hat in den letzten 30 Jahren Unterhaltungs- oder Verbesserungsarbeiten unternommen. Dies bedeutet für die betroffene Bevölkerung, dass die Gemeinde genauso wie die Bevölkerung diesen Weg als öffentliches Wegebenutzungsrecht betrachtet. Diese Arbeiten sind deutliche Zueignungstätigkeiten, die eventuell bis zur Zueignung des Bodens führen könnten (laut Art. 28 Absatz 2 des Dekretes von 6.2.2014) (diese Zueignung ist jedoch noch nicht vorgesehen). Leider kann heute die Ausführung solcher Arbeiten nicht mehr bewiesen werden bzw. nicht dort, wo der Feldweg auf den Parzelle 182b und 181a im Plan FAYMONVILLE eingetragen ist, da die Eigentümer hier den Weg mit 50 cm Erde ausgefüllt haben. Dieses Teil war auch für seine hohe Trockenheit bekannt und verlangte eigentlich wenig oder gar keine Steingrundlage. Diese Steingrundlage ist lediglich für die Traktoren nötig, weil Reiter, Mountain-Biker und Fußgänger diesen Weg ohne Steingrundlage nutzen können. Wenn vor einem Friedensgericht nachgewiesen

werden kann, dass an diesem Ort die Gemeinde in Anwendung von Art. 28 Abs. 2 des Dekrets Aneignungshandlungen vorgenommen [hat], dann kann dieses zu einem Vollbesitz der Grundlage nach 30 Jahren führen, wenn dies jedoch nicht nachgewiesen wird, dann kann nur, nach Art. 28, Absatz 1 des Dekretes ein Wegebenutzungsrecht bestehen;

In der Erwägung, dass die Sperrung des auf der Parzelle 182 b (Eigentum IMMO-HAAS) gelegenen Feldweges sowie die aufgeschüttete Erde und die Bepflanzungen, und Beton Elemente und Zaun durch IMMO-HAAS und Herrn Thomas HAAS (Eigentümer der Parzelle 181a) auf besagtem Weg, so wie er im Plan des Landmessers und Gutachters G. FAYMONVILLE vom 4.4.2011 eingetragen ist, gegen die Bestimmungen der Artikel 88.8° und 88.9° des Feldgesetzbuches, des Art. 406 des Strafgesetzbuches, des Art. 60 des Wall. Dekretes vom 6.2.2014 über die Gemeindewege, und der Art. 1, 15.7, 16.1, 16.2, 17, 22, 32.1. der allgemeinen verwaltungspolizeilichen Verordnung der Gemeinde BÜLLINGEN verstoßen und zudem ein Verkehrshindernis bilden.

In der Erwägung, dass nach der ersten Polizeiverfügung des Bezirkskommissars am 13. Mai 2013, Herr Joseph HAAS, Vertreter der IMMO-HAAS, sich schriftlich beim Bezirkskommissar darüber beschwerte, dass seine Verteidigungsrechte verletzt wären weil die Ortsbesichtigung des Bezirkskommissars keinen kontradiktorischen Charakter hatte;

In der Erwägung, dass nach diesem Schreiben der Bezirkskommissar eine kontradiktorische Anhörung der Parteien am 4. September 2013 im Bezirkskommissariat Malmedy anberaumt hat, dass bei dieser Anhörung jedoch der Vertreter der IMMO-HAAS weder anwesend noch entschuldigt war;

In der Erwägung, dass die Anhörung dennoch mit den anwesenden Parteien stattgefunden hat (und zwar mit denjenigen, die sich über diese Wegebehinderung beschwert haben, sowie mit dem ehemaligen Bauschöffen der Gemeinde BÜLLINGEN), und dass es anlässlich dieser Anhörung Anlass zu aufschlussreichen Erklärungen über die Arbeiten der Gemeinde BÜLLINGEN in diesem Weg über 15-20 Jahren kam;

In Anbetracht dessen, dass dieser Weg auch auf den offiziellen Wanderkarten rund 1980 (also über 30 Jahre) als Weg eingetragen war;

In der Erwägung, dass dieser Weg auf gewissen Karten als «SGR» («Sentier de Grande Randonnée») eingetragen ist, was bei einem nicht jedermann zugänglichen Weg nicht besteht;

In der Erwägung, dass alle bei der Anhörung vom 4. September 2013 Anwesenden bestätigten, dass jeder von jeher über diesen Weg frei gehen konnte, dass dort weder ein Verbotsschild, noch bis 2013 eine Sperrung gesichtet wurden;

In Anbetracht dessen, dass für die Teilnehmer der Anhörung dieser Weg daher so schnell wie möglich wieder frei gemacht werden sollte;

In der Erwägung, dass gemäß Art .1 der Allgemeinen verwaltungspolizeilichen Verordnung der Gemeinde BÜLLINGEN eine öffentliche Straße auch der «Teil des Gemeindegebietes, das zum öffentlichen Eigentum gehört, und zwar ungeachtet des Eigentümers, und der hauptsächlich für den Personen- oder Fahrzeugverkehr bestimmt ist sowie allen zugänglich ist»;

Da die «öffentliche Straße» auch «insbesondere die Verkehrswege, Privatwege, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, umfasst», da diese Bezeichnungen den Feldweg Lanzerath-Tippert genau beschreiben und er also unter diese Bestimmungen fällt, dürften ohne Erlaubnis des Gemeindekollegiums in der Regel keine Arbeiten auf diesem Weg ausgeführt werden (Art. 9.1.);

In Anbetracht dessen, dass gemäß Art. 5 «Die Inanspruchnahme der öffentlichen Straße in gleich welcher Form der Genehmigungspflicht durch das Gemeindekollegium unterliegt»;

In Anbetracht dessen, dass gemäß Art. 32.1 «es verboten ist, über dem Boden, auf öffentlicher Straße irgendwelche Geräte (auch Baumstümpfe oder Betonelemente) anzubringen»;

In der Erwägung, dass gemäß Art. 32.1. «wird festgestellt, dass diese Gegenstände den Verkehr auf der öffentlichen Straße behindern, werden sie bei der ersten Aufforderung der Polizei entfernt. Im Fall der Weigerung werden sie vom Amts wegen auf Anweisung der Polizei entfernt»;

In der Erwägung, dass gemäß Art. 208 «wird gegen die Bestimmungen der vorliegenden Verordnung oder gegen die in Ausführung dieser Verordnung gefassten Beschlüsse verstoßen, führt die zuständige Gemeindebehörde auf Kosten des Zuwiderhandelnden vom Amts wegen die Maßnahmen durch, die der Zuwiderhandelnde, nachdem er aufgefordert wurde, (...), selbst noch nicht ausgeführt hat, um die öffentliche Sicherheit wieder herzustellen»;

In der Erwägung, dass die Anhörung aller Parteien (mit Ortsbesichtigung) am 4.10.2013 stattgefunden hat (unter Begleitung der Polizei EIFEL, die sich mehrmals zwischen den Vertretern der Familie HAAS einerseits und den anderen Teilnehmern und dem Bezirkskommissar andererseits stellte weil die Spannung sehr hoch war) und dass die Vertreter von IMMO-HAAS und Thomas HAAS anwesend waren, jedoch leider auf ihrem Standpunkt beharren, somit die Sperrung nicht entfernen wollen. Der Zugang auf diesem Weg wäre von ihrer Seite immer nur eine Duldung gewesen;

In der Erwägung, dass die Einwohner immer diesen Feldweg nutzen und ohne weitere Rücksicht die Sperrung umgehen, um weiter so zu spazieren, wie sie es immer getan haben;

In der Erwägung, dass sie diese Benutzung als die einer öffentlichen, durchgehenden, ununterbrochenen und unzweifelhaften Durchfahrt der Öffentlichkeit für den öffentlichen Verkehr betrachten, unter der Voraussetzung, dass diese Benutzung mit der Absicht stattfindet, den betreffenden Landstreifen für diesen Zweck zu beanspruchen, und dass die Benutzung nicht auf der einfachen Duldung des Eigentümers beruht;

In der Erwägung, dass diese Benutzung für sie die öffentliche Benutzung ist, so wie in Art. 2 Ziffer 8 des Dekretes vom 6.02.2014 verlangt wird;

In der Erwägung, dass diese weitere Benutzung nach Errichtung der Sperrungen nur Angriffe zwischen Benutzern und Eigentümern nach sich ziehen kann, wie am 04.10.2013, weil Reiter und Mountain Biker sich auf einen Verstoß gegen Art. 406 und 407 des Strafgesetzbuches [berufen können], während Fußgänger einen Verstoß von Art. 88.8 und 88.9 des Feldgesetzbuches sowie von Art. 60 des Dekretes vom 6.2.2014 geltend machen können, auch wenn die Eigentümer sich auf das Eigentumsrecht berufen;

Auf Grund des Art. 139 (sowie 128) des Provinzialgesetzes, der bestimmt, dass der Bezirkskommissar gemäß Art. 139 (sowie 128) des Provinzialgesetzes für die Wahrung der Wegesicherheit für die Benutzer auch bei Streitigkeiten um den Zugang zu sorgen hat, u.a. für den Zugang von Hilfsfahrzeugen, weil in dem Falle eine Gefahr besteht, die sich auf die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, das heißt der öffentlichen Ruhe und Sicherheit bezieht (eine Zuständigkeit des Bezirkskommissars nach Art. 139 des Provinzialgesetzes);

In der Erwägung, dass mit dieser polizeilichen Verfügung der Bezirkskommissar nicht bestimmt, ob die Benutzer das Recht hätten, dort weiterhin zu spazieren oder die Eigentümer das Recht hätten, dies zu verbieten oder als einfache Duldung zu betrachten, aber er nur für die Sicherstellung des Zugangs im Rahmen der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ruhe und Sicherheit sorgt;

In der Erwägung, dass diese Zuständigkeit des Bezirkskommissars auf Situationen Anwendung finden kann, die von Privatbesitzern herrühren, wenn sie eine Gefahr für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung bedeuten, ein Fall, der hier vorliegt;

In der Erwägung, dass dieser Beschluss des Bezirkskommissars nicht die Entscheidungstragweite hat, die die juristische Betrachtung eines Richters über den Wegezustand besitzen würde, wenn er zu befinden hätte, ob der Zugang nur eine Duldung der Eigentümer oder eine öffentliche Dienstbarkeit darstellt;

Somit ist dieser Beschluss unbeschadet der Rechte eines Richters zu betrachten und ist nur auf der öffentlichen Sicherheit gegründet;

#### VERFÜGT DER BEZIRKSKOMMISSAR:

##### Artikel 1

IMMO-HAAS, vertreten durch Joseph HAAS, Lanzerath 15a, 4760 BÜLLINGEN und Thomas HAAS, Lanzerath 18, 4760 BÜLLINGEN, erhalten eine Frist bis zum 25.9.2015 um Mittag, um die Wegbehinderung auf dem Weg Lanzerath-Tippert auf der Parzelle 182 b (Holzhaufen) sowie die Betonelemente und Zaun auf der Parzelle 181a zu entfernen, und um den Boden des Weges (3 Meter breit) über die Parzellen 182b und 181a wieder frei zu machen (also ohne Bepflanzungen und Auffüllungen), um den genauen Zustand des Weges wiederherzustellen, wie er am 04.04.2011 aussah und auf dem Plan des Landmessers G. FAYMONVILLE vom 4.4.2011 eingetragen ist.

##### Artikel 2

Sollten die unter Artikel 1 erwähnten Arbeiten zum festgestellten Fristtermin nicht fertiggestellt sein, wird ein Amtsträger der Verwaltungspolizei die zuständigen technischen Dienste unter polizeilicher Aufsicht der Polizeizone EIFEL für die Ausführung der Arbeiten auf Kosten der IMMO-HAAS und des Herrn Thomas HAAS anfordern. Während dieser Ausführung (Bezirkskommissar und zuständige technische Dienste sowie Polizei) darf keine andere Person an weniger als 300 Meter von den Parzelle 181a und 182b anwesend sein (auch nicht Eigentümer oder Betreiber).

##### Artikel 3

Wird eine neue Sperrung oder Wegebehinderung auf diesem Weg nach Entfernung der jetzigen Wegebehinderung festgestellt, dann wird sie sofort, ohne Vorwarnung wieder entfernt.

##### Artikel 4

Sollten die unter Artikel 2 und 3 erwähnten Bestimmungen durch Rückfall verletzt werden, dann wird hierüber auf der Grundlage der Bestimmungen aus Art.1 und 2 des am 05.06.1934 und 14.06.1963 abgeänderten Gesetzes vom 06.03.1818 über die Polizeiverfügungen des Bezirkskommissars ein Protokoll erstellt.

##### Artikel 5

Die jetzige polizeiliche Verfügung wird am Ort (Grenze der Parzelle 190a mit 182b, und Grenze der Parzelle 181a mit 15b) öffentlich angeschlagen wenn Artikel 2 in Kraft treten würde.

#### Artikel 6

Die Eigentümer dürfen dann, unter der Polizeilichen Verfügung, ein anderes Schild von Maximum 50 x 50 Cm mit der Mitteilung «Für den Eigentümer ist dieser Zugang nur eine Duldung» hinzusetzen.

#### Artikel 7

IMMO HAAS, Lanzerath 15a, 4760 BÜLLINGEN und Thomas HAAS, wohnhaft Lanzerath 18, 4760 BÜLLINGEN, erhalten per Einschreiben eine Benachrichtigung dieser verwaltungspolizeilichen Verfügung.

#### Artikel 8

Die Polizei EIFEL sowie das Gemeindegremium BÜLLINGEN bekommen eine Abschrift dieser verwaltungspolizeilichen Verfügung im Hinblick auf gerichtliche Folgen für die Täter etwaiger, in dieser Verfügung erwähnten Übertretungen der Täter.

#### Artikel 9

Die verwaltungspolizeiliche Verfügung vom 13. Mai 2013 in derselben Angelegenheit ist aufgehoben sowie die verwaltungspolizeiliche Verfügung vom 2.7.2015 (betr. Wald der Wall. Region, Parzelle 15 a) aber nur in ihren eventuellen Wirkungen auf den Parzellen 181 a und 182b.

#### Artikel 10

Die Bestimmungen der jetzigen polizeilichen Verfügung bleiben in Kraft solange eine eventuelle gerichtliche Entscheidung über die juristische Lage des gestrittenen Weges oder ein eventuelles Urteil des Staatsrates über die Rechtsgültigkeit dieser polizeilichen Verfügung -> Art. 11) sie nicht widerrufen.

#### Artikel 11

Ein Rechtsmittel kann von den in den Artikeln 7 und 8 erwähnten Parteien vor dem Staatsrat (Rue de la Science 33, 1040 Brüssel) eingelegt werden gegen diese polizeiliche Verfügung.

Den 18. September 2015

Der d.t. Bezirkskommissar".

Il s'agit de l'acte attaqué;

Considérant qu'à l'audience, la Région wallonne a demandé à intervenir dans la procédure; qu'il y a lieu d'accueillir cette intervention;

Considérant qu'aux termes de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la suspension de l'exécution d'un acte administratif ne peut être ordonnée que s'il existe une urgence incompatible avec le traitement de l'affaire en annulation et si au moins un moyen sérieux susceptible prima facie de justifier l'annulation de l'acte est invoqué; que l'urgence ne peut être reconnue que si le requérant établit que la mise en œuvre de l'acte attaqué présenterait des inconvénients d'une gravité suffisante pour qu'on ne puisse les laisser se produire en attendant l'issue de la procédure au fond;

que l'article 17, § 4, des lois coordonnées précitées prévoit la mise en œuvre d'une procédure dérogatoire dans les cas d'extrême urgence incompatibles avec le délai de traitement de la demande selon la procédure de suspension ordinaire; que la recevabilité de la demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence suppose encore que le requérant ait fait toute diligence pour saisir le Conseil d'Etat afin de prévenir utilement le dommage qu'il craint de subir;

Considérant qu'en l'espèce, la décision litigieuse a été adoptée le 18 septembre 2015; qu'en introduisant leur recours le 24 septembre 2015, les requérants ont fait preuve de la diligence requise;

Considérant que les requérants prennent un premier moyen de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

qu'ils soutiennent d'abord que la motivation de l'acte attaqué est erronée en droit; qu'ils soulignent qu'aux termes de l'article 27 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, "[u]ne voirie communale peut être créée ou modifiée par l'usage du public par prescription de trente ans [...]" et que, aux termes de l'article 28 du même décret, "[l]orsque l'assiette est une propriété privée, l'usage du public entraîne au terme de l'un des délais mentionnés à l'article 27 la constitution d'une servitude publique de passage"; qu'ils relèvent également qu'aux termes de l'article 29 du même décret, "[l]a création et la modification de la voirie font l'objet d'un acte les constatant, non susceptible de recours administratif et adopté par le conseil communal, à l'initiative de la commune ou sur demande des personnes visées à l'article 8; [...]"; qu'ils soulignent que le seul pouvoir que le commissaire d'arrondissement tient du décret précité est celui conféré par l'article 61, de rechercher et de constater les infractions prévues par l'article 60 du décret; qu'ils relèvent que l'article 156 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) ne confère également au commissaire d'arrondissement que le pouvoir de rechercher et constater des infractions, mais non celui de procéder à des constatations telles que celles contenues dans l'acte attaqué;

qu'ils précisent que l'article 133 de la loi provinciale, aux termes duquel "[l]es commissaires d'arrondissement sont spécialement chargés, sous la direction du Gouverneur, de veiller au maintien des lois et règlements d'administration générale", n'habilite pas le commissaire d'arrondissement à décider si un chemin est une voirie communale en raison d'un usage public trentenaire; qu'ils ajoutent qu'une telle compétence ne ressort d'ailleurs nullement de l'article 6.a) de la circulaire ministérielle du 20 décembre 2002 relative aux tâches exercées par les autorités provinciales pour le Service public fédéral Intérieur; qu'ils relèvent que la motivation

de l'acte attaqué est d'ailleurs contradictoire en ce que le commissaire d'arrondissement constate d'abord qu'une servitude publique de passage sur le chemin existe, mais qu'il affirme ensuite qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur les droits respectifs des propriétaires de parcelles et des usagers du chemin et que sa décision n'a pour objectif que d'assurer le maintien de la sécurité publique;

qu'ils font valoir ensuite que la motivation de l'acte attaqué est également erronée en fait;

qu'ils relèvent ainsi que, sous le point b) des constatations effectuées par le commissaire d'arrondissement, celui-ci déduit l'existence d'un usage public du chemin depuis plus de trente ans des seules affirmations de quelques habitants de Lanzerath, sans tenir compte des affirmations en sens contraire des requérants; qu'ils soulignent également la faiblesse de la motivation de l'acte attaqué qui se fonde, au point g), sur des travaux d'entretien du chemin qu'aurait effectués la commune, tout en admettant ensuite que la réalité de ces travaux ne peut plus, à ce jour, être prouvée;

qu'ils affirment que, non seulement le commissaire d'arrondissement n'apporte aucune preuve de l'existence d'une servitude de passage trentenaire, mais que l'existence de ce droit est démentie par les éléments du dossier; qu'ils rappellent qu'ils ont affirmé dès l'origine que l'usage du chemin reposait sur une simple tolérance de leur part; qu'ils déposent des attestations de témoins niant l'existence d'un droit de passage public et rappellent que ces témoignages avaient été remis au commissaire d'arrondissement lors de la visite des lieux du 8 octobre 2013; qu'ils font valoir que la décision du conseil communal du 26 août 2015 dément le caractère public du chemin; qu'ils soulignent encore que dans une lettre du 29 août 2015, la commune affirme ignorer si elle a jamais procédé à des travaux d'entretien du chemin en question;

qu'ils en déduisent que l'acte attaqué ne motive pas de manière adéquate l'existence d'une servitude publique de passage dont il y aurait lieu de préserver l'exercice;

qu'ils relèvent encore que l'affirmation finale de l'acte attaqué, selon laquelle celui-ci est justifié par le souci de préserver la sécurité publique, n'est assortie d'aucune explication ni motivation;

qu'ils en concluent que le premier moyen est sérieux;

Considérant que, dans sa note d'observations, le commissaire d'arrondissement répond que les habitants de Lanzerath considèrent le chemin rural en question comme un chemin public, et ce depuis plus de trente ans, même si ce chemin n'est pas répertorié comme appartenant à la commune sur le plan cadastral; qu'il

souligne que le chemin figure sur le relevé effectué par le géomètre FAYMONVILLE le 4 avril 2011 ainsi que sur les cartes IGN établies depuis 1925, et qu'il est repris sur plusieurs cartes en tant que "sentier de grande randonnée"; qu'il soutient que la commune, et elle seule, a procédé à des travaux d'entretien de ce chemin au cours de ces trente dernières années, ce qui serait de nature à confirmer le caractère public du chemin;

qu'il souligne qu'il n'a pas affirmé, dans l'acte attaqué, qu'il existe une servitude publique de passage sur le chemin en cause; qu'il précise qu'une telle constatation ne relève, ni de sa compétence, ni de celle du Conseil d'Etat, mais de celle des tribunaux de l'ordre judiciaire; qu'il en déduit que la contradiction que lui reprochent les requérants sur ce point est donc inexistante; qu'il affirme que la décision attaquée poursuit comme unique finalité le maintien de l'ordre public, et qu'elle est donc fondée sur les seuls articles 139 de la loi provinciale, les articles 1 et 2 de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales, et l'article 4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, qui sont visés dans les considérants de l'acte attaqué; qu'il affirme que l'objectif de maintenir l'ordre public n'est pas évoqué uniquement dans le dernier considérant de l'acte attaqué, mais qu'il transparaît dans tous les alinéas commençant par les mots "Auf Grund"; qu'il relève que l'acte attaqué mentionne expressément que "diese weitere Benutzung nach Errichtung der Sperrungen nur Angriffe zwischen Benutzern und Eigentümern nach sich ziehen kann"; qu'il souligne que l'acte attaqué comporte également un alinéa aux termes duquel "der Bezirkskommissar gemäss Artikel 139 des Provinzialgesetzes für die Wahrung der Wegesicherheit für die Benutzer auch bei Streitigkeiten um den Zugang zu sorgen hat, u. a. für den Zugang von Hilfsfahrzeugen, weil in dem Falle eine Gefahr besteht, die sich auf die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, das heisst der öffentlichen Ruhe und Sicherheit, bezieht (eine Zuständigkeit des Bezirkskommissars nach Art. 139 des Provinzialgesetzes)";

qu'il se réfère en outre à l'arrêt C.E. la S.A. CLAUMAT, n° 231.457 du 5 juin 2015, par lequel le Conseil d'Etat a rejeté un recours dirigé contre une ordonnance de police du bourgmestre adoptée dans des circonstances, selon lui, identiques à celles de la présente affaire; qu'il fait valoir que l'ordonnance faisant l'objet du présent litige suit de manière minutieuse l'enseignement de cet arrêt en relatant d'abord l'audition des parties, ensuite la réalité de l'utilisation du chemin par le public et enfin le risque de "rencontres" entre utilisateurs et propriétaires, et en se fondant ensuite exclusivement sur des motifs de maintien de la sécurité publique;

Considérant, quant au premier moyen, que le commissaire d'arrondissement soutient avoir adopté l'ordonnance litigieuse dans le seul souci de maintenir l'ordre et la sécurité publique; que l'acte attaqué ne fait toutefois pas état de troubles ou de voies de fait récents qui auraient justifié l'urgence des injonctions qu'il édicte; qu'il ne motive pas non plus en quoi la commune aurait failli, ou risquerait de faillir, à son obligation de maintenir l'ordre, ni dès lors pourquoi une intervention du commissaire d'arrondissement était justifiée; que l'arrêt n° 231.457 du 5 juin 2015 du Conseil d'Etat, en cause la S.A. CLAUMAT, auquel se réfère le commissaire d'arrondissement, a trait à une ordonnance de police du bourgmestre et non du commissaire d'arrondissement, et ne saurait dès lors être invoqué pour justifier la compétence de ce dernier pour adopter l'acte attaqué;

Considérant, en outre, que les longs développements contenus dans l'ordonnance litigieuse au sujet de l'existence ou non d'une servitude publique de passage démentent que cette ordonnance est inspirée par le seul souci de sauvegarder l'ordre public; que le commissaire d'arrondissement ne pouvait ignorer qu'en adoptant l'acte attaqué, il interférerait dans le conflit qui oppose les requérants et plusieurs habitants de la commune au sujet de l'existence d'un droit de passage sur le chemin en cause; qu'à ce dernier sujet, l'acte attaqué ne justifie pas pourquoi il accorde davantage de crédit aux dires de certains habitants de Lanzerath qu'aux dénégations des requérants, pourtant étayées par des attestations de témoins; que l'attitude du commissaire d'arrondissement est d'autant plus curieuse qu'un conflit personnel virulent l'oppose à certains membres de la famille HAAS, ainsi qu'en attestent le constat d'huissier de justice établi lors de la visite des lieux du 8 octobre 2013 et les deux plaintes pénales déposées par Thomas HAAS et Joseph HAAS contre le commissaire d'arrondissement auprès du procureur du Roi d'Eupen le 27 juillet 2015;

Considérant que, dans ce contexte particulier, la motivation de la décision attaquée par le seul souci de maintenir l'ordre public n'apparaît pas comme étant de nature à fonder raisonnablement cette décision; que le premier moyen est sérieux;

Considérant qu'en ce qui concerne l'urgence qui est requise pour l'introduction de toute procédure en référé, les requérants font valoir que l'exécution immédiate de l'acte attaqué leur causerait un dommage sous deux aspects, d'abord en ce que l'acte attaqué est le résultat d'une appréciation arbitraire du commissaire d'arrondissement qui, en concluant à l'existence d'une servitude publique de passage, se serait arrogé une compétence qui ne lui appartient pas, et ensuite en ce que l'enlèvement des obstacles qu'ils ont placés sur le chemin porterait atteinte à leur droit de propriété;

Considérant que le commissaire d'arrondissement répond qu'il n'affirme nullement, dans l'acte attaqué, qu'il existe une servitude publique de passage sur le chemin litigieux; qu'il soutient que l'enlèvement des obstacles est aisément réalisable et ne met pas en cause le droit de propriété des requérants; qu'il fait valoir que la condition de l'urgence, qui suppose l'imminence d'un dommage d'une certaine gravité, n'est pas remplie en l'espèce;

Considérant que le simple risque de devoir subir l'exécution d'une décision adoptée par une autorité qui n'a pas motivé sa compétence de manière adéquate, est susceptible de causer aux requérants un dommage moral justifiant l'urgence;

Considérant que les requérants justifient le recours à la procédure d'extrême urgence par le délai très bref que leur impartit l'acte attaqué pour procéder à l'enlèvement des obstacles placés sur le chemin; qu'ils estiment qu'en leur imposant un délai aussi court, en ne laissant pas à la commune le temps nécessaire pour élucider le statut juridique du chemin et en prévoyant de réquisitionner le personnel et le matériel de la commune nécessaires à l'enlèvement des obstacles, le commissaire d'arrondissement a créé lui-même une situation qui justifie l'introduction de la présente demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence;

Considérant que le commissaire d'arrondissement répond que, dès qu'il a été informé de l'introduction du présent recours, il a sursis à l'exécution de l'ordonnance contestée; qu'il en déduit que les conditions du recours à la procédure d'extrême urgence, qui doit rester exceptionnelle, ne sont pas remplies;

Considérant que l'acte attaqué impartit aux requérants un délai d'une semaine pour exécuter les travaux d'enlèvement ordonnés, sous peine d'exécution forcée en cas de non-respect de ce délai; que le sursis à l'exécution de cette mesure, que le commissaire d'arrondissement affirme avoir ordonné, peut être retiré par celui-ci à tout moment; que l'extrême urgence est ainsi avérée;

Considérant que l'ensemble des conditions requises par l'article 17, §§ 1<sup>er</sup> et 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, pour qu'il puisse être fait droit à la demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence, sont remplies;

Considérant que la requête unique contient, outre le recours en annulation et la demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence, une demande de suspension selon la procédure ordinaire; que l'introduction de ces trois demandes par une même requête ne peut être admise; qu'un requérant ne peut introduire, en même temps que le recours en annulation, qu'une demande de suspension selon la procédure

ordinaire ou une demande de suspension selon la procédure d'extrême urgence, mais non ces deux dernières demandes à la fois; que la demande de suspension selon la procédure ordinaire est irrecevable en l'espèce,

## **D E C I D E :**

### **Article 1<sup>er</sup>.**

La requête en intervention introduite par la Région wallonne est accueillie.

### **Article 2.**

Est suspendue l'exécution de l'ordonnance de police administrative du commissaire d'arrondissement de Verviers, également commissaire d'arrondissement adjoint d'Eupen - Malmédy - Saint-Vith, du 18 septembre 2015, ordonnant aux requérants d'enlever, pour le 25 septembre 2015 au plus tard, les entraves au passage qu'ils ont installées sur le chemin Lanzerath-Tippert, parcelles cadastrées n<sup>os</sup> 182b et 181a, à Bullange.

### **Article 3.**

La demande de suspension introduite selon la procédure ordinaire est rejetée.

### **Article 4.**

L'exécution immédiate du présent arrêt est ordonnée.

### **Article 5.**

Conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat, le présent arrêt sera notifié par télécopieur.

### **Article 6.**

Les dépens, en ce compris l'indemnité de procédure, sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre Vbis des référés, le quatorze octobre deux mille quinze par :

M<sup>me</sup> VOGEL,                   conseiller d'Etat, président f.f.,  
M<sup>me</sup> WIAME,                   greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

V. WIAME.

W. VOGEL.